



INFORUP

Semaine du 17 au 21 septembre 2018

LES POSITIONS DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES SUR LE PROCHAIN CFP

SE PRÉCISENT : Les échéances/remises des rapports des différentes institutions européennes sur le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 se rapprochent et de nouvelles positions émergent, notamment au Parlement européen, au Conseil. Ainsi, la rapporteur de la Commission Emploi et affaires sociales (EMPL) du Parlement européen propose d'augmenter le futur budget de la Politique de cohésion pour le porter à 372 milliards d'euros en prix constants 2018. La Commission propose pour sa part une enveloppe de 330 milliards d'euros, en baisse de 6.3% par rapport au CFP actuel. Par ailleurs, la députée propose d'augmenter sensiblement le taux de cofinancement européen pour les régions les moins développées, passant de 70 % dans la proposition de la Commission à 82,5 %, soit légèrement en deçà du taux actuel de 85%. Pour rappel, la commission parlementaire responsable du prochain CFP est la commission BUDG, qui devra voter pour l'inclusion, ou non, de ces propositions dans son avis final. Le Conseil européen a lui aussi abordé la question du prochain CFP lors du Conseil Affaires Générales de ce jeudi. Si de nombreux pays se sont montrés volontaires pour obtenir un accord rapide sur ce dossier, la France et l'Allemagne se sont montrés très prudents sur une éventuelle clôture des négociations avant les élections européennes de mai 2019. Pour rappel, le Comité Economique et Social Européen (CESE) avait dès la semaine dernière considéré que la probabilité de clore les trilogues sur le prochain CFP avant mai prochain était très faible (voir INFORUP du 14/09/2018). Cette réserve peut certainement s'expliquer par les points de désaccords profonds de la majorité des pays membres avec la proposition de la Commission, notamment sur la question de la baisse des crédits de la PAC et de la Politique de Cohésion. Cette position réservée du Conseil est semblable à celle qu'a adoptée vendredi 14 septembre le COPA-COGECA, regroupant les organisations et coopératives agricoles de l'UE, qui s'oppose de même à une baisse des crédits de la

PAC, ainsi qu'au dispositif de plafonnement des aides prévu dans la réforme de la PAC proposée par la Commission (100 000 euros maximum par exploitation). Ces positions, opposées au projet de la Commission européenne présenté en mai dernier sur le prochain CFP, devront être formalisées dans chacun des organes décisionnels de l'UE : ainsi, un document de travail « final » du Conseil est attendu avant la fin de l'année et la position « unique » du Parlement européen sera votée le 22 novembre en Commission REGI.

ACCORD COMMERCIAL UE-MERCOSUR, DES NÉGOCIATIONS QUI S'ENLISENT : Les négociateurs de l'UE et du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), réunis du 10 au 14 septembre à Montevideo (Uruguay), ont réalisé des progrès limités sur la libéralisation des échanges commerciaux entre les deux blocs, a indiqué, lundi 17 septembre, un porte-parole de la Commission européenne. L'Union européenne reste en effet attachée à la conclusion d'un accord « *ambitieux, équilibré et mutuellement avantageux avec le Mercosur, dès que tous les éléments nécessaires seront présents* » (déclaration de la Commission). Les contacts et les échanges entre les deux organisations se poursuivront donc en ce sens au cours des prochaines semaines, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker souhaitant une finalisation des négociations avant les élections du Parlement européen de mai 2019.

LES VINGT-SEPT ET LONDRES TENTERONT DE CLOTURER EN OCTOBRE OU EN NOVEMBRE LES NÉGOCIATIONS DU BREXIT : Les chefs d'Etat ou de gouvernement des 28 pays de l'Union européenne se sont réunis à Salzbourg le jeudi 20 septembre, pour discuter du Brexit et de la future relation entre le Royaume-Uni et l'UE. L'objectif des Vingt-Sept est de clôturer les négociations avec Londres d'ici au prochain sommet européen des 18-19 octobre. Si cela n'était pas possible, alors un sommet extraordinaire pourrait être organisé les 17-18 novembre. Les décideurs européens, y compris le négociateur communautaire en chef, Michel Barnier, et le Président français, Emmanuel Macron, sont mitigés au sujet du Livre blanc présenté par la Première ministre britannique, Theresa May, le 12 juillet dernier. En effet, si les propositions britanniques s'agissant des questions de sécurité sont accueillies positivement par les responsables européens, en revanche, celles concernant la future relation économique (accès au marché intérieur de l'UE et questions douanières) et celles relatives au rétablissement probable d'une frontière physique entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord sont jugées insuffisantes par les Européens. Un projet de déclaration politique des Vingt-Sept, définissant le futur de la relation entre l'UE et le Royaume-Uni et accompagnant l'accord de retrait de ce dernier, serait en cours de préparation, en amont du sommet européen d'octobre.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 24 AU 28 SEPTEMBRE 2018

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	AUTRES ÉVÉNEMENTS
Lundi 24/09				
Mardi 25/09				
Mercredi 26/09				Déplacement du Président de la République aux Antilles
Jeudi 27/09				Déplacement du Président de la République aux Antilles
Vendredi 28/09				Déplacement du Président de la République aux Antilles

